

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er octobre 1995.

Art. 6. Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 septembre 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture
et des Petites et Moyennes Entreprises,
K. PINXTEN

F. 95 — 3043

14 SEPTEMBER 1995. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 15 décembre 1994 relatif à la production et la mise sur le marché du lait de consommation et des produits à base de lait

[16206]

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, notamment l'article 3 modifié par la loi du 29 décembre 1990;

Vu l'arrêté royal du 28 novembre 1994 portant création, organisation et fixation du cadre du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture;

Vu l'arrêté royal du 15 décembre 1994 relatif à la production et la mise sur le marché du lait de consommation et des produits à base de lait;

Vu l'arrêté royal du 23 décembre 1994 relatif à la dissolution de l'Office national du lait et de ses dérivés et au transfert de ses biens, droits et obligations;

Vu le Règlement (CEE) n° 2377/90 du Conseil du 26 juin 1990 établissant une procédure communautaire pour la fixation des limites maximales de résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments d'origine animale, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 1442/95 de la Commission du 26 juin 1995;

Vu la Directive 94/71/CE du Conseil du 13 décembre 1994 modifiant la Directive 92/46/CEE arrêtant les règles sanitaires pour la production et la mise sur le marché de lait cru, de lait traité thermiquement et de produits à base de lait;

Vu l'accord du Ministre de l'Economie;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire de prendre sans délai des mesures afin d'assurer la continuité, après la dissolution de l'Office national du lait et de ses dérivés, relative à la production et la mise sur le marché du lait de consommation et des produits à base de lait;

Considérant que la nécessité de prendre sans retard des mesures relatives à la production et la mise sur le marché du lait de consommation et des produits à base de lait résulte de l'obligation de se conformer, avant le 1^{er} juillet 1995, à la Directive 94/71/CE du Conseil du 13 décembre 1994 modifiant la Directive 92/46/CEE arrêtant les règles sanitaires pour la production et la mise sur le marché de lait cru, de lait traité thermiquement et de produits à base de lait;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 5, § 3, alinéa 1^{er} de l'arrêté royal du 15 décembre 1994 relatif à la production et la mise sur le marché du lait de consommation et des produits à base de lait, les mots « lait cru » sont remplacés par les mots « lait cru de vache ».

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 1995.

Art. 6. Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 september 1995.

ALBERT

* Van Koningswege :

De Minister van Landbouw
en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
K. PINXTEN

N. 95 — 3043

14 SEPTEMBER 1995. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 december 1994 betreffende de productie en het in de handel brengen van konsumptiemelk en produkten op basis van melk

[16206]

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijprodukten, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij de wet van 29 december 1990;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 november 1994 houdende oprichting, organisatie en vastlegging van de personeelsformatie van het Ministerie van Middenstand en Landbouw;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 december 1994 betreffende de productie en het in de handel brengen van konsumptiemelk en produkten op basis van melk;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 december 1994 betreffende de ontbinding van de Nationale Zuiveldienst en de overdracht van zijn goedoren, rechten en verplichtingen;

Gelet op de Verordening (EG) nr. 2377/90 van de Raad van 26 juni 1990 houdende een communautaire procedure tot vaststelling van maximumwaarden voor residuen van geneesmiddelen voor diergeneeskundig gebruik in levensmiddelen van dierlijke oorsprong, laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 1442/95 van de Commissie van 26 juni 1995;

Gelet op de Richtlijn 94/71/EG van de Raad van 13 december 1994 houdende wijziging van Richtlijn 92/46/EEG tot vaststelling van gezondheidsvoorschriften voor de productie en het in de handel brengen van rauwe melk, warmtebehandelde melk en produkten op basis van melk;

Gelet op het akkoord van de Minister van Economie;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is onverwijld maatregelen te nemen teneinde de continuïteit, na de ontbinding van de Nationale Zuiveldienst, te verzekeren met betrekking tot de productie en het in de handel brengen van konsumptiemelk en produkten op basis van melk;

Overwegende dat de noodzaak om onverwijld maatregelen te nemen met betrekking tot de productie en het in de handel brengen van konsumptiemelk en produkten op basis van melk voortvloei uit de verplichting zich, vóór 1 juli 1995, te schikken naar de Richtlijn 94/71/EG van de Raad van 13 december 1994 houdende wijziging van Richtlijn 92/46/EG tot vaststelling van gezondheidsvoorschriften voor de productie en het in de handel brengen van rauwe melk, warmtebehandelde melk en produkten op basis van melk;

Op de voordracht van Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 5, § 3, eerste lid van het koninklijk besluit van 15 december 1994 betreffende de productie en het in de handel brengen van konsumptiemelk en produkten op basis van melk worden de woorden « rauwe melk » vervangen door de woorden « rauwe koemelk ».

Art. 2. L'article 9, § 1^{er} du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 1^{er}. Le lait pasteurisé ayant subi une « pasteurisation haute », le lait UHT et le lait stérilisé peuvent être produits à partir de lait cru ayant subi une thermisation ou un traitement thermique initial. En pareil cas, le couple « temps-température » doit être inférieur ou égal à celui mis en œuvre pour la pasteurisation et le lait doit présenter une réaction positive au test de la peroxydase avant le second traitement.

Le lait pasteurisé peut être produit à partir de lait cru n'ayant subi qu'une thermisation initiale.

Si la thermisation ou le traitement thermique initial a lieu dans un autre établissement laitier agréé, cela doit être porté à la connaissance de l'Administration de la Santé animale et de la Qualité des produits animaux (DG 5) du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture.

Art. 3. L'article 12, § 3, 4^e du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« 4^e des résidus de substances étrangères autres que celles visées sous 1^e, 2^e et 3^e en quantité détectable qui peuvent être nuisibles pour la santé publique ».

Art. 4. L'article 13, 1^e, b) du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« b) ayant, dans l'établissement de transformation, été traité par chauffage ou, s'il s'agit de produits « au lait cru », été utilisé :

dans les délais les plus brefs après son admission si le lait n'est pas réfrigéré;

dans les 36 heures qui suivent son admission si le lait est conservé à une température ne dépassant pas 6 °C;

dans les 48 heures qui suivent son admission si le lait est conservé à une température égale ou inférieure à 4 °C;

dans les 72 heures pour les laits de bufflonnes, de brebis et de chèvres.

Toutefois, pour des raisons technologiques concernant la fabrication de certains produits à base de lait, le Ministre, qui a l'agriculture dans ses attributions, peut autoriser un dépassement de ces temps et températures visés aux tirets précédents ».

Art. 5. L'article 14, 1^e, a) du même arrêté est complété par la phrase suivante :

« s'il s'agit de lait de vache; ».

Art. 6. A l'article 19, § 1^{er} du même arrêté, les mots « l'Office national du Lait et de ses dérivés » sont remplacés par les mots « l'Administration de la Santé animale et de la Qualité des produits animaux (DG 5) du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture ».

Art. 7. Le point 3 de l'annexe A du même arrêté est remplacé par les dispositions en annexe du présent arrêté.

Art. 8. A l'annexe D du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1^e Les mots « l'Office national du Lait et de ses dérivés » sont remplacés par les mots « l'Administration de la Santé animale et de la Qualité des produits animaux (DG 5) du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture ».

2^e Au point 2, les deux derniers alinéas sont remplacés par les dispositions suivantes :

« En outre, pour ce qui concerne les fromages au lait cru et au lait thermisé et les fromages à pâtes molles, tout dépassement de la norme M doit entraîner une recherche de la présence éventuelle de souches de *Staphylococcus aureus* entérotoxinogènes ou de *Escherichia coli* présumés pathogènes et en plus, si nécessaire, la présence éventuelle de toxines staphylococciques dans ces produits suivant des méthodes fixées par le Ministre. L'identification des souches visées ci-dessous et/ou la présence d'entérotoxine staphylococcique entraînent le retrait du marché de tous les lots incriminés.

Dans ce cas, le service de contrôle compétent est informé des résultats trouvés ainsi que des actions mises en œuvre pour le retrait des lots incriminés et des procédures correctives mises en place dans le système de surveillance de la production ».

Art. 2. Artikel 9, § 1 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepalingen :

« § 1. Hoogepasteuriseerde melk, UHT-melk en gesteriliseerde melk mogen worden bereid uit rauwe melk die een thermisatie of een eerste warmtebehandeling heeft ondergaan. In dat geval moet de combinatie « tijd-températuur » lager zijn dan of gelijk zijn aan die voor pasteurisatie en moet de melk voóór de tweede behandeling positief reageren op de peroxydase-test.

Gepasteuriseerde melk mag worden bereid uit rauwe melk die slechts een eerste thermisatie heeft ondergaan.

Indien de thermisatie of de eerste warmtebehandeling plaats heeft in een andere erkende melkinrichting moet het Bestuur voor de Diergezondheid en de Kwaliteit van de Dierlijke Produkten (DG 5) van het Ministerie van Middenstand en Landbouw hiervan in kennis worden gesteld ».

Art. 3. Artikel 12, § 3, 4^e van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« 4^e residuen van vreemde stoffen, andere dan deze bedoeld onder 1^e, 2^e en 3^e, bevatten aantoonbare hoeveelheden die schadelijk kunnen zijn voor de volksgezondheid ».

Art. 4. Artikel 13, 1^e, b) van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepalingen :

« b) in de melkverwerkingsinrichting behandeld wordt door verhitting of, indien het gaat om produkten « met rauwe melk », wordt gebruikt :

zo spoedig mogelijk na ontvangst indien de melk niet wordt gekoeld;

binnen 36 uur na ontvangst ingeval de melk wordt bewaard op een temperatuur van ten hoogste 6 °C;

binnen 48 uur na ontvangst ingeval de melk wordt bewaard op een temperatuur van 4 °C of minder;

binnen 72 uur in geval van melk van buffelkoeien, schapen en geiten.

Om technologische redenen die verband houden met de bereiding van sommige produkten op basis van melk kan de Minister, die de Landbouw onder zijn bevoegdheid heeft, evenwel een overschrijding toestaan van de termijnen en temperaturen als vermeld in de bovenstaande streepjes ».

Art. 5. Artikel 14, 1^e, a) van hetzelfde besluit wordt aangevuld met volgende zinsnede :

« indien het om koemelk gaat; ».

Art. 6. In artikel 19, § 1 van hetzelfde besluit worden de woorden « de Nationale Zuiveldienst » vervangen door de woorden « het Bestuur voor de Diergezondheid en de Kwaliteit van de Dierlijke Produkten (DG 5) van het Ministerie van Middenstand en Landbouw ».

Art. 7. Punt 3 van bijlage A bij hetzelfde besluit wordt vervangen door de bepalingen in bijlage bij dit besluit.

Art. 8. In bijlage D bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^e De woorden « de Nationale Zuiveldienst » worden vervangen door de woorden « het Bestuur voor de Diergezondheid en de Kwaliteit van de Dierlijke Produkten (DG 5) van het Ministerie van Middenstand en Landbouw ».

2^e In punt 2 worden de laatste twee alinea's vervangen door volgende bepalingen :

« Voorts moet, wat kaas op basis van rauwe en gethermiseerde melk en zachte kaas betreft, iedere overschrijding van de M-norm aanleiding geven tot een onderzoek van deze produkten op de eventuele aanwezigheid van enterotoxinogene stammen van *Staphylococcus aureus* of van vermoedelijk pathogene stammen van *Escherichia coli* en, indien nodig, op de eventuele aanwezigheid van toxinen van *Staphylococcus*, volgens methoden die worden vastgesteld door de Minister. De identificatie van de bovenbedoelde stammen en/of de aanwezigheid van enterotoxine van *Staphylococcus* leidt tot het uit de markt nemen van alle in het geding zijnde partijen.

In dat geval wordt de bevoegde controledienst in kennis gesteld van de geconstateerde resultaten, alsmede van de maatregelen die zijn getroffen om de in het geding zijnde partijen uit de markt te nemen en van de correcties die in het produktiewachtingssysteem zijn aangebracht. »

3° Au point 4, la phrase introductory est remplacée par la disposition suivante :

« En outre, les produits à base de lait se présentant sous forme liquide ou gélifiée qui ont subi un traitement UHT ou de stérilisation et qui sont destinés à être conservés à température ambiante doivent, après incubation à 30 °C pendant quinze jours, satisfaire aux normes suivantes : ».

Art. 9. A l'annexe E du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° Le point 3 est complété par la phrase suivante :

« Toutefois, le service de contrôle compétent peut, dans le cas de production limitée, autoriser une fermeture non automatique sous réserve que les garanties en matière d'hygiène soient équivalentes ».

2° Au point 4, 2e alinéa, les mots « où a lieu le traitement thermique » sont remplacés par les mots « où a lieu le dernier traitement thermique du lait de consommation et/ou des produits à base de lait se présentant sous forme liquide ».

3° Le point 5 est remplacé par les dispositions suivantes :

« 5. L'exploitant ou le gestionnaire de l'établissement doit faire apparaître, aux fins de contrôle, de manière visible et lisible sur le conditionnement du lait traité thermiquement et des produits à base de lait se présentant sous forme liquide, outre les mentions prévues à l'annexe F :

la nature du traitement thermique que le lait a subi;

toute mention en clair ou en code permettant d'identifier la date du dernier traitement thermique;

pour le lait pasteurisé, la température à laquelle le produit doit être entreposé.

Toutefois, ces indications peuvent ne pas figurer sur les bouteilles en verres destinées à être réutilisées ».

Art. 10. Le point 6 de l'annexe G du même arrêté est complété par la phrase suivante :

« Le service de contrôle compétent peut autoriser une tolérance de 2 °C pendant les livraisons au commerce de détail ».

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 1995.

Art. 12. Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 septembre 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture
et des Petites et Moyennes Entreprises,
K. PINXTEN

Annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1995 modifiant l'arrêté royal du 15 décembre 1994 relatif à la production et la mise sur le marché du lait de consommation et des produits à base de lait.

3. Le lait stérilisé et le lait UHT doivent, lors des contrôles par sondage effectués dans l'établissement de traitement, satisfaire aux normes suivantes après incubation à 30 °C pendant quinze jours :

teneur en germes 30 °C : égale ou inférieure à 10 (par 0,1 ml)

Contrôle organoleptique : normal

les substances pharmacologiquement actives ne doivent pas dépasser les limites maximales suivantes :

Substances pharmacologiquement actives

limite maximale

1. Médicaments anti-infectueux.

a) antibiotiques

Benzylpenicilline

4 µg/kg

Ampicilline

4 µg/kg

Amoxycilline

4 µg/kg

Oxacilline

30 µg/kg

Cloxacilline

30 µg/kg

3° In punt 4 wordt de inleidende zin vervangen door volgende bepaling :

« Bovendien moeten vloeibare of gegeleerde produkten op basis van melk die een UHT- of sterilisatiebehandeling hebben ondergaan en die bestemd zijn voor bewaring bij omgevingstemperatuur na een incubatie gedurende 15 dagen bij 30 °C aan de volgende normen voldoen : ».

Art. 9. In bijlage E bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Punt 3 wordt aangevuld met volgende zin :

« Voor een beperkte productie kan de bevoegde kontroledienst evenwel een niet-automatische afsluiting toestaan, op voorwaarde dat de garanties die op hygiënisch gebied worden geboden, gelijkwaardig zijn; »

2° In punt 4, 2e alinea worden de woorden « waar de warmtebehandeling wordt verricht » vervangen door de woorden « waar de laatste warmtebehandeling van de konsumptiemelk en/of vloeibare produkten op basis van melk wordt verricht ».

3° Punt 5 wordt vervangen door volgende bepalingen :

« 5. De exploitant of de beheerder van de inrichting dient voor controledoeleinden, naast de in bijlage F voorgeschreven gegevens, ook de volgende gegevens zichtbaar en leesbaar op de onmiddellijke verpakking van warmtebehandelde melk en vloeibare produkten op basis van melk te vermelden :

de aard van de warmtebehandeling die de melk heeft ondergaan;
een al dan niet gecodeerde vermelding aan de hand waarvan de datum van de laatste warmtebehandeling kan worden geïdentificeerd;
voor gepasteuriseerde melk, de temperatuur waarbij het produkt moet worden opgeslagen.

Deze gegevens hoeven echter niet vermeld te worden op voor hergebruik bestemde glazen flessen ».

Art. 10. Punt 6 van bijlage C bij hetzelfde besluit wordt aangevuld met volgende zin :

« De bevoegde kontroledienst kan een tolerantie van 2 °C toestaan gedurende de levering aan de detailhandel ».

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 1995.

Art. 12. Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 september 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw
en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen.
K. PINXTEN

Bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1995 tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 december 1994 betreffende de productie en het in de handel brengen van konsumptiemelk en produkten op basis van melk.

3. Gesteriliseerde melk en UHT-melk moeten bij steekproefcontroles in de melkbehandelingsinrichting, na incubatie gedurende vijftien dagen bij 30 °C, voldoen aan de onderstaande normen :

kiemgetal bij 30 °C : 10 of lager (per 0,1 ml)

Organoleptische controle : normaal

de farmacologisch werkzame substantie mogen de volgende maximumwaarden niet overschrijden :

Farmacologisch werkzame substantie(s)

maximumwaarde

1. Infectieverende middelen.

a) antibiotica

Benzylpenicilline

4 µg/kg

Ampicilline

4 µg/kg

Amoxycilline

4 µg/kg

Oxacilline

30 µg/kg

Cloxacilline

30 µg/kg

Substances pharmacologiquement actives	limite maximale	Farmacologisch werkzame substantie(s)	maximumwaarde
Dicloxacilline	30 µg/kg	Dicloxacilline	30 µg/kg
Tilmicosin	50 µg/l (a)	Tilmicosin	50 µg/l (a)
Spiramycine	200 µg/kg (b)	Spiramycine	200 µg/kg (b)
Tylosine	50 µg/kg (b)	Tylosine	50 µg/kg (b)
Erythromycine	40 µg/kg (c)	Erythromycine	40 µg/kg (c)
Spectinomycine	200 µg/kg (b)	Spectinomycine	200 µg/kg (b)
Ceftiofur	100 µg/kg (b)	Ceftiofur	100 µg/kg (b)
Le total combiné des résidus de toutes les substances du groupe des tetracyclines ne doit dépasser 100 µg/kg de lait.		Het totale gehalte aan residuen van alle stoffen van de tetracycline-groep mag niet meer bedragen dan 100 µg/kg melk.	
b) sulfamides		b) sulfonamiden	
Le total combiné des résidus de toutes les substances du groupe des sulfamides ne doit pas dépasser 100 µg/kg de lait.		Het totale gehalte aan residues van alle stoffen van de sulfonamide-groep mag niet meer bedragen dan 100 µg/kg melk.	
c) Triméthoprime	50 µg/kg	c) Trimethoprim	50 µg/kg
2. Agents antiparasitaires.		2. Antiparasitaire middelen.	
Diazinon	50 µg/kg	Diazinon	50 µg/kg
Oxibendazol	50 µg/kg (c)	Oxibendazol	50 µg/kg (c)
Albendazol	100 µg/kg (c)	Albendazol	100 µg/kg (c)
Thiabendazol	100 µg/kg	Thiabendazol	100 µg/kg
Netobimin	100 µg/kg	Netobimin	100 µg/kg
Le total combiné des résidus du fèbantel, du fenbendazole et de l'oxfendazole ne doit pas dépasser 10 µg/kg de lait.		Het totaalgehalte aan febantel-, fenbendazol- en oxfendazolresiduen mag niet meer bedragen dan 10 µg/kg melk.	
3. Corticoïdes.		3. Corticoïden.	
Dexaméthasone	0,3 µg/kg (b)	Dexamethason	0,3 µg/kg (b)
(a) en ce qui concerne le lait de brebis		(a) m.b.t. melk van schapen	
(b) en ce qui concerne le lait de bovins		(b) m.b.t. melk van runderen	
(c) en ce qui concerne le lait de bovins et de brebis		(c) m.b.t. melk van runderen en schapen	

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 14 septembre 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture
et des Petites et Moyennes Entreprises,
K. PINXTEN

F. 95 — 3044

24 OCTOBRE 1995. — Arrêté royal
modifiant l'arrêté royal d'11 septembre 1989
relatif aux commissions des fermages

[16239]

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 4 novembre 1969 modifiant la législation sur le bail à ferme et sur le droit de préemption en faveur des preneurs de biens ruraux, notamment l'article III, modifiée par les lois des 10 mars 1983 et 7 novembre 1988;

Vu l'arrêté royal du 11 septembre 1989 relatif aux commissions des fermages, modifié par les arrêtés royaux des 24 novembre 1989 et 29 septembre 1992;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 1er de l'arrêté royal du 11 septembre 1989 relatif aux commissions des fermages est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1er. Dans chaque province et dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, il est institué une commission des fermages.

N. 95 — 3044

24 OKTOBER 1995. — Koninklijk besluit
tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 september 1989
betreffende de pachtprijzencommissies

[16239]

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 4 november 1969 tot wijziging van de pachtwetgeving en van de wetgeving betreffende het recht van voorkoop ten gunste van huurders van landeigendommen, inzonderheid op artikel III, gewijzigd bij de wetten van 10 maart 1983 en 7 november 1988;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 september 1989 betreffende de pachtprijzencommissies, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 24 november 1989 en 29 september 1992;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 11 september 1989 betreffende de pachtprijzencommissies wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1. In elke provincie en in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad wordt een pachtprijzencommissie ingesteld.